
KOHSTALL Florian et VAIREL Frédéric (dir.), Fabrique des élections, Égypte. *Monde Arabe*, n°7, 3^e série, 2010-2011

Sarah Ben Néfissa

- 1 Suite aux soulèvements et révolutions, un vaste chantier électoral attend les pays arabes. La légitimité des « urnes » va progressivement succéder à la légitimité de la « rue », et la sociologie électorale est en bonne voie de réactualisation et de renouvellement de ses paradigmes avec les exemples des pays de la région. Cette étape historique particulière rehausse l'importance de la publication récente du numéro de la revue du CEDEJ, Égypte-Monde arabe, intitulé *Fabrique des élections*, et dirigé par Florian Kohstall et Frédéric Vairel. Les élections législatives et présidentielles dont traite l'ouvrage se sont déroulées durant la riche année politique 2005, marquée par l'apparition du mouvement de protestation politique *Kifaya*, la fronde des juges « indépendants », et par les premières élections présidentielles dites pluralistes. Toutefois, les responsables du numéro ont, dans la préface et dans l'introduction, intégré les nouveaux éléments relatifs aux élections législatives de 2010 et au référendum de 2011, tenus suite au soulèvement du 25 janvier 2011 qui a conduit à la démission de Hosni Moubarak.
- 2 À l'insécurité des résultats électoraux dans les régimes démocratiques se substitue l'insécurité des règles du jeu électoral dans les régimes autoritaires. Cette assertion ne remet pas en cause la nécessité de prendre au sérieux les élections dans les systèmes autoritaires et d'interroger les usages autoritaires du vote. Telle est l'hypothèse centrale de l'ouvrage. Dans le chapitre introductif, Florian Kohstall et Frédéric Vairel soulignent que les élections égyptiennes, malgré la prévisibilité de leurs résultats et la faiblesse de la participation électorale, affirment l'emprise des gouvernants sur la société, divisent l'opposition politique et servent également de moyens d'intégration de groupes sociaux divers à la coalition dirigeante. De même, elles affectent l'ensemble de la société, notamment les juges, les journalistes, mais également les coptes, les collectifs de la société civile et enfin les électeurs.

- 3 L'ouvrage est composé de neuf articles qui traitent des élections de 2005 selon plusieurs thèmes, points de vue et angles d'analyses : les ajustements successifs du cadre légal des élections entre 2005 et 2010, les ressorts moraux de la transaction électorale entre la fidélisation et la corruption, la représentation du député chez les électeurs de deux circonscriptions, la concurrence interne au sein du Parti National Démocratique, le renouvellement du débat sur la « question copte » lors des élections de 2005, le contrôle juridictionnel sur les élections, les mutations du clientélisme électorale et enfin les rôles et places des différents médias lors des élections.
- 4 Le moment électoral est appréhendé dans l'ouvrage comme étant également un révélateur des mutations sociales et politiques de l'Égypte de l'année 2005, et notamment les mutations du champ médiatique, avec la naissance des journaux indépendants, les émissions de *Talk Show* dans les TV satellitaires et également le développement des nouveaux médias. Alors que les journaux privés indépendants (*Al-Masry al-Youm*, *Nahdet Misr* etc.) se sont faits les porte-parole de l'opposition politique, la presse gouvernementale a réaffirmé son soutien à Hosni Moubarak lors des premières élections présidentielles « pluralistes » du pays, avec une dizaine de candidats en compétition. Enrique Klaus s'est appuyé notamment sur les rubriques spéciales *Elections* des trois principaux titres de la presse nationale (*Al-Ahram*, *Al-Joumhouria* et *Al-Akhbar*) pour mettre en évidence le déséquilibre de la couverture des campagnes électorales au profit du président sortant et au détriment de celui qui arrivera pourtant en seconde position, Aymen Nour. Les campagnes publicitaires au profit des candidats renforcent de manière exponentielle un tel déséquilibre. Alors que dans leur ensemble les candidats doivent compter sur leurs propres ressources financières, le candidat Moubarak reçoit les appuis « spontanés » d'encarts publicitaires financés par des hommes d'affaires et des entrepreneurs du secteur privé. Ne disposant pas d'organe de presse, les Frères Musulmans ont particulièrement investi les sites web et lancé une radio libre diffusée par Internet. Ils n'ont toutefois pas oublié la presse écrite, et Houssam Tammam analyse dans ce numéro la stratégie médiatique professionnelle des Frères Musulmans à Alexandrie, avec notamment la création des « comités de presse » en charge de soutenir leurs candidats sur la circonscription d'Alexandrie. 70 % des articles du quotidien *Al-Masry al-Youm* auraient eu pour principale source les rapports élaborés par les comités de presse des Frères Musulmans, sans compter la reprise de trois de ces rapports par l'importante émission de « 22H » de Dream 2 TV.
- 5 Les médias se sont donc invités lors des élections de 2005 en « visibilisant » aussi bien la transaction électorale que ses déviances. Loin du « médiacentrisme » en vogue suite aux Printemps arabes, Iman Farag constate ainsi que la circulation des images (de la violence électorale) semble nourrir une « construction de la violence électorale en problème », alors même que les impacts de cette dernière (publique et privée) sur les résultats électoraux et sur la participation électorale sont en réalité très différents d'un cas à un autre et d'une circonscription à l'autre. Les mêmes propos pourraient être reproduits concernant le surgissement de la question « copte » lors des élections 2005, analysé par Alain Roussillon, et relié au processus de démonopolisation du champ médiatique. Le phénomène a autant « libéré » le discours des coptes qu'il a « libéré » le discours sur les coptes, note l'auteur de l'article qui s'interroge : ces deux phénomènes ne contribuent-ils pas, de manière paradoxale, à renforcer la confessionnalisation de l'agir et de l'idiome politique ? Le questionnement d'Alain Roussillon reçoit aujourd'hui

un écho particulier avec la tonalité religieuse des débats électoraux suite à la Révolution du 25 janvier 2011 et à l'entrée en politique des Salafistes égyptiens.

- 6 Les dernières élections législatives de 2010, avant la chute de Moubarak le 11 février 2011, ont été organisées sans le contrôle de la magistrature sur les bureaux de vote. Pour comprendre une telle décision, il faut lire l'article de Nathalie Bernard-Maugiron. La supervision des bureaux de vote par les juges égyptiens, à partir de l'année 2000, avait révélé le chiffre exact de la participation électorale. Alors qu'en 1995 le ministère de l'Intérieur avançait le chiffre de près de 12 millions de votants, les magistrats en 2000 ont montré que la participation réelle ne dépassait pas les 6 millions de personnes (Ben Néfissa, Arafat, 2005). Le contrôle de la magistrature sur le processus électoral, tout en remettant en cause une des principales formes du trucage électoral, a fait également des juges des acteurs politiques de premier rang, et Nathalie Bernard-Maugiron analyse finement les formes de la mobilisation des juges indépendants durant l'année 2005.
- 7 Dans un tout autre registre, Nefissa Hassan Dessouki analyse la représentation du rôle du député chez les électeurs égyptiens en s'appuyant sur des sondages d'opinion et également sur des entretiens dans la circonscription de Héliouan. Elle met l'accent sur les images multiples et contradictoires du député égyptien. Si la fonctionnalité « locale » de ce dernier et son image de « pourvoyeur de services individuels et collectifs » sont bien présentes dans les appréciations des électeurs, elles ne sont pas pour autant perçues comme légitimes car elles s'opposent à l'image « idéal » d'un député national, critiquant le gouvernement et proposant des politiques alternatives.
- 8 Deux articles de la publication méritent une attention particulière. Le premier, écrit par Lisa Blaydes et Safinaz El Tarouty, traite de la concurrence interne au sein du Parti National Démocratique. Le second, rédigé par Tewfik Aclimandos, analyse les mutations du clientélisme électoral. Le phénomène des candidatures dites « indépendantes sur les principes du PND », qui concurrencent les candidats officiels du PND, ont été le phénomène politique majeur des élections législatives sous la présidence de Moubarak. La liste officielle des candidats du PND est loin de suffire à sa nombreuse clientèle. De plus, cette liste officielle a accusé une baisse de score continue. Aux élections de 2005, elle n'a obtenu que 34 % des sièges, et pour récupérer la majorité des 2/3 au sein de l'Assemblée du Peuple, le PND a comme d'habitude accepté de réintégrer en son sein les candidats indépendants victorieux. Pour analyser le phénomène, L. Blaydes et S. El Tarouty émettent l'hypothèse que la compétition entre les uns et les autres est, dans la réalité, permise, voire encouragée par le régime. Elle alimente une culture politique du clientélisme car il n'y a pas de différence idéologique et politique entre les candidats officiels du PND et les candidats « indépendants sur les principes du PND ».
- 9 Pourtant, la direction du PND en 2005 a cherché à contrôler le phénomène et à le domestiquer en organisant avant les élections une sorte de compétition interne par la médiation des comités de sélection des candidats au sein du Parti, mais en vain. De même, aux élections législatives de 2010, elle a accordé le label du PND à plus de candidats que de sièges à pourvoir, comme l'observent Florian Kohstall et Frédéric Vairel (p.6). Si la direction du PND ne craint pas pour sa majorité au sein du Parlement, il semble, par contre, qu'elle cherche à étouffer la visibilité du phénomène sur le plan interne et externe, car il met en exergue la baisse de performance des candidats qu'elle choisit. De plus, le vote pour « l'indépendant sur les principes du PND » comporte un *versus politique*. À partir des travaux qui ont montré que le clientélisme et le politique

ne sont pas contradictoires (Ben Néfissa, Arafat, 2005) et se conjuguent, le vote massif pour « l'indépendant sur les principes du PND » lors des élections législatives de la période de Moubarak comporte également une dimension politique de refus du candidat officiel du PND. Le vote pour l'indépendant exprime le fait que le refus du PND d'inscrire un candidat sur sa liste officielle accorde en fait à ce dernier la sympathie des électeurs. C'est donc une manière de dire non aux candidats bien vus par la direction du PND et bien côtés par le régime. D'une certaine manière, l'indépendant constitue, pour un temps court, « l'opposant politique » par défaut. Il permet, le temps du vote, d'exprimer son mécontentement par rapport au régime, tout en sachant que, dans le futur, il s'agira d'un député efficace qui a ses entrées dans le système et qui pourra servir et aider.

- 10 L'article de Tewfik Aclimandos est d'un apport précieux pour approfondir le phénomène. Il met en exergue les mutations du clientélisme électoral égyptien, avec la montée en puissance du clientélisme privé des « hommes d'affaires », et analyse surtout les causes profondes de la rotation du personnel parlementaire de la dernière décennie de Moubarak, avec un taux de renouvellement de près de 70 %. Cet échec massif des députés sortants à se faire réélire, principalement ceux du PND, traduit l'instabilité chronique des réseaux clientélistes dont ils dépendent et leur incapacité à fidéliser leurs clientèles. Celles-ci les noient en effet de demandes, et notamment de demandes d'emploi dans le secteur public, alors même que ce dernier ne recrute plus.
- 11 Ces deux articles confortent ainsi l'hypothèse du premier ouvrage du CEDEJ consacré aux élections égyptiennes (Gamblin, 1997). Dans ce dernier, Elisabeth Longuenesse avait déjà émis l'hypothèse que les députés égyptiens ne sont pas seulement des représentants d'une caste de détenteurs et de bénéficiaires du pouvoir, cooptés par ce même pouvoir, mais plus encore ceux de groupes qui s'imposent comme dominants dans le système social, portés chaque fois et dans chaque circonscription par un certain type d'intérêts et de logiques propres (Longuenesse, 1997).
- 12 L'ouvrage *Fabrique des Elections* constitue une étape importante de la réflexion sur les élections égyptiennes. Celle-ci peut également être enrichie par les travaux de Marie Vannetzel (2007, 2008) sur les particularités du clientélisme électoral islamiste et par l'ouvrage publié en arabe par Samer Soliman (2006). À partir des résultats du *Rapport sur le Développement Humain* du PNUD, Samer Soliman a montré que le taux de participation électorale est négativement corrélé au niveau de revenu, au niveau d'éducation et, de façon plus globale, à l'indice de développement humain. Les deux catégories principales de la population qui s'intéressaient aux élections durant la période de Hosni Moubarak sont schématiquement les populations du milieu rural et les catégories défavorisées de la population. Elles sont en effet demandeuses de proximité avec les candidats puissants économiquement et socialement, capables de rendre service à partir de leurs biens propres ou des biens « bureaucratiques ». De même, et peut être surtout, elles sont demandeuses de proximité avec l'administration et avec l'État. Telle est la source principale du déséquilibre de la carte partisane d'avant la Révolution du 25 janvier au profit du Parti National Démocratique. Ce dernier était hégémonique car il était le Parti *de l'administration et de l'État*. L'analyse des résultats des élections législatives de 2011-12 et de la victoire éclatante des Frères Musulmans et des Salafistes du parti al-Nur devra nécessairement tenir compte de la remise en cause du PND suite à la démission de Moubarak. De même, l'ensemble des travaux qui ont porté sur les élections égyptiennes de ces dernières décennies doivent réactualiser

leurs hypothèses et analyses en fonction de l'apparition d'un corps électoral qui a dépassé les 23 millions d'électeurs. Cet acteur encore inconnu reformule actuellement aussi bien la transaction électorale que les rapports entre le clientélisme et l'opinion politique et religieuse.

BIBLIOGRAPHIE

BEN NÉFISSA S. et ARAFAT A. A., 2005, *Vote et Démocratie dans l'Égypte contemporaine*, Paris, Karthala-IRD.

BRIQUET J. L. et SAWICKI F. (dir.), 1998, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF.

GAMBLIN S., 1997, (éd.) *Contours et Détours du Politique en Égypte. Les élections de 1995*, Paris, L'Harmattan/Cedej.

LONGUENESSE E., 1997, « Les élections de novembre 1995. Le cas de la circonscription 25 à Héliouan », in S. GAMBLIN (éd.) *Contours et Détours du Politique en Égypte. Les élections de 1995*, Paris, L'Harmattan/Cedej.

VANNETZEL Marie, 2007, « "Ils nous ont déjà essayés !" Clientélisme et mobilisation politique frériste dans les élections législatives de 2005 en Égypte », *Politique africaine* 108, décembre 2007, p.47-66

— février 2008, « Les voies silencieuses de la contestation : les Frères musulmans égyptiens, entre clientélisme et citoyenneté alternative », *Raisons politiques* 29, p.23-37.

SOLIMAN S., 2006, (ed) *La Participation politique aux élections législatives 2005*, The Egyptian Association for community participation enhancement, p. 283 (version arabe).

AUTEUR

SARAH BEN NÉFISSA

IRD/UMR 201